

Des animations citoyennes articulant démocratie et archives sociales

Indépendant et pluraliste, l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOES asbl) est actif à la fois comme centre d'archives privées et service d'éducation permanente. Située à Jemeppe-sur-Meuse, au cœur de l'ancien bassin industriel liégeois, son action s'inscrit dans le champ de la vie associative, syndicale et politique, en particulier auprès d'acteurs de la région liégeoise partageant ses valeurs de démocratie, de justice sociale et de laïcité.

Archives et éducation permanente : une articulation fondatrice

Depuis plus de quarante ans¹, l'IHOES collecte et rend accessibles des archives relatives aux luttes sociales pour l'émancipation. Dès la fin des années 1970, des historien·nes engagé·es cherchent à remédier à la disparition de telles archives dans une perspective d'éducation permanente. Au sein du pilier laïc, les fondateurs de l'IHOES, Michel Hannotte et René Deprez, entendent battre en brèche le mépris dans lequel l'histoire sociale est tenue dans l'historiographie classique. Reconnu en éducation permanente

avant de l'être en tant que centre d'archives privées, l'IHOES développe la complémentarité des deux dimensions, présente dès ses premiers statuts.

Pour l'IHOES, il existe un *continuum* qui, partant de la conservation d'archives en passant par des recherches scientifiques, débouche sur une série d'activités, publications² et expositions destinées à un large public afin de rendre intelligible l'histoire sociale et ainsi nourrir l'analyse du temps présent. L'objectif est aussi de faire prendre conscience aux acteur·rices de l'histoire sociale, passée et en cours, de l'importance de rassembler et de rendre accessibles les traces de leur vécu : pour eux-mêmes, leurs contemporain·es et les générations futures.

Quand histoire sociale, mémoire orale et citoyenneté s'entremêlent

Les projets d'animation développés par l'IHOES permettent de mieux cerner comment tisser des liens entre archives sociales et défense de la démocratie politique, sociale et culturelle.

Le processus et les enjeux de deux d'entre eux sont décrits ci-dessous.

Récits de vie : des migrantes se racontent³

Fruit d'un partenariat entre l'IHOES et le Service d'insertion sociale de *La Bobine* (Bressoux-Droixhe, Liège), ce projet s'est déployé de 2012 à 2018, avec des femmes d'origines marocaine, kurde et algérienne, qui ont raconté leur parcours. Il a été ponctué de moments d'écoute et de collecte de témoignages, au sein du groupe et au-delà, mais aussi de découvertes de pages d'histoire collective de l'immigration dans lesquelles leur parcours individuel s'inscrit. Les échanges ont été nourris par de nombreuses archives conservées à l'IHOES ou au sein d'expositions (témoignages, archives papier et iconographiques).

Alors qu'elles doutaient initialement que leur histoire puisse être d'un intérêt pour autrui, les participantes ont co-construit deux expositions : le parcours *Des trajets et des mots* au centre de Liège (mai 2015) et dans leur quartier de vie, une version plus étoffée *Récits de vie : des migrantes se racontent* (automne 2017). Leurs attentes étaient multiples : « Je voudrais m'adresser aux gens d'ici, à ceux qui disent que les immigrés profitent et expliquer pourquoi on est venues en Belgique, en parlant des obligations qui nous ont poussées à venir ici ». Pour d'autres, c'était : « Vivre ici ou vivre là-bas, c'est la même chose. (...) Comme on essaie de comprendre le mode de vie ici, on aimerait que ceux d'ici nous comprennent » ; ou bien encore : « En tant qu'étrangère, j'ai besoin de partager (...) ; on a besoin de faire le lien et de se souvenir. »

Au sein des expositions, les participantes ont entre autres présenté un CD avec des extraits de leurs témoignages et des peintures sur leurs « trajets » de migration⁴. Elles n'imaginaient pas qu'elles aboutiraient à cela, qu'elles oseraient prendre la parole en public. Elles ne pensaient pas non plus qu'au sein de la seconde manifestation, elles deviendraient guides (notamment à l'attention d'élèves de fin de primaire) et que près de 386 personnes (y compris des représentant.es de mandataires locaux et la télévision

locale) visiteraient l'exposition en quatre jours. Ainsi, en témoigne Najat : « *On s'attendait pas à [en] arriver là. Ça demande du courage, quand même, pour parler, se montrer, être sûre de ce que l'on va dire.* » Elle parle de la grande gêne qu'elle a ressentie en parlant à la télévision locale, mais elle a éprouvé le besoin de le faire « *pour le projet. (...) quand on ne maîtrise pas bien la langue, ça donne encore plus le trac, ça rend l'enchaînement des idées difficile.* »

Fin 2017, lors du colloque *Parcours migratoires au féminin*, Nafissa faisait le bilan de son engagement dans le projet : il était important « *de transmettre et d'exprimer la voix de ces femmes ainsi que de la nécessité de reprendre la parole dans l'espace public. La méconnaissance des mémoires de migration institue une amnésie sociale en ce qui concerne l'histoire de la Belgique. Celles qui ont accepté de faire entendre leur témoignage participent à ce devoir de mémoire. Elles laissent une trace de leur histoire à leur famille et aux prochaines générations.* »

Extraits de témoignages de participantes

« *Quand j'étais petite, je voulais aller à l'école. Mais mes parents n'ont pas voulu (...). Ils m'ont demandé de garder les animaux (...). En rentrant après avoir gardé les animaux, j'étais fatiguée, je ne savais plus rien faire.* » Elle dit que quand elle s'est mariée, elle a dû partir dans un autre village (...) : « *C'était trop difficile, je ne connaissais pas le village. J'ai eu trois enfants.* » Le plus jeune était tout petit (...) quand elle a perdu son mari. (...) « *Comme je n'ai pas su faire des études, j'ai voulu faire tout pour que mes enfants puissent faire des études.* » (Hassina, avec la traduction de Mariya)

Témoignage d'une visiteuse de l'exposition

« *Quel courage de la part de ces 12 femmes de s'ouvrir et de partager un bout de leur histoire ! En tant que petite-fille [d'] immigrés espagnols et italiens, ces récits m'ont totalement chamboulée faisant ressortir tous mes souvenirs d'enfance autour de mes grands-parents adorés... Un souhait : que chaque être puisse s'épanouir et trouver une place dans notre société tout en gardant et surtout en partageant avec autrui sa culture, ses coutumes et son histoire.* »



Des collecteur-rices de mémoire sur l'engagement

Initié en 2016, ce projet - toujours en cours - a comme pivot la sauvegarde de mémoires militantes pour une meilleure connaissance critique de l'histoire de l'engagement. Le groupe s'est constitué majoritairement d'enseignant-es pensionné-es et de jeunes historien-nes autour de deux thèmes co-définis : les féminismes et les courants marxistes. Au sein du groupe, des échanges de fond ont eu lieu autour des différentes expressions de l'engagement. *« Lors de nos séances de travail, nous avons réalisé assez rapidement que nous n'utilisons pas tous le même vocabulaire et nous avons ressenti le besoin de définir ces mots qui s'imposaient à nous : qu'est-ce qui distinguait engagement, militantisme et militance, ou encore activiste et militant ? »*⁵.

Après une formation à la collecte d'archives orales où l'expérience du groupe a été mobilisée, des interviews ont débuté au printemps 2018. *« Les premières interviews ont souligné des critères relativement communs aux témoins, surtout lorsque leur étaient posées les questions : « Comment vient-on au militantisme ? Reste-t-on militant ? ». Ces hommes et ces femmes provenaient généralement d'un milieu militant, préoccupé des questions sociales et politiques, et ils avaient choisi de s'engager précocement dans des structures politiques, syndicales ou associatives. Ils ont consacré beaucoup de temps à leur collectivité et ont eu à cœur d'étayer leurs engagements par des lectures et/ou des formations idéologiques et historiques. Ils proclament aujourd'hui encore leur attachement aux valeurs pour lesquelles ils se sont battus. Nous pourrions les qualifier de militants «à l'ancienne», ceux que leur engagement structurait totalement, leur donnant en outre une identité. Nous avons relevé combien le temps mis à la disposition du combat bénéficiait de conditions familiales favorables : les hommes s'appuyant souvent sur une femme au foyer ; les femmes célibataires, sans enfants ou soutenues par un compagnon compréhensif pouvaient plus facilement s'engager et prendre des responsabilités »*⁶.

En 2019, une première valorisation a eu lieu lors de la journée d'études *De la mémoire à l'histoire orale*⁷. Au printemps 2021, six participantes ont co-écrit un article dans l'étude *Les nouveaux visages de l'engagement*⁸ et ont débattu lors du webinaire *Qu'est-ce que militer en 2021 ?*

Entre-temps, le confinement et la crise sanitaire ont temporairement réorienté le projet. Lors de séances en distanciel, deux idées ont émergé de la collecte de témoignages menée auprès de permanent.es syndicaux issu.es de différentes instances et centrales de la FGTB sur la façon dont le confinement était vécu⁹ : la co-construction d'un podcast sur les enjeux syndicaux soulevés à la FGTB par la pandémie¹⁰ et la poursuite d'interviews autour de l'engagement en temps de la Covid au sein des sphères culturelles, sanitaires, éducatives, etc.

Réflexion sur les conséquences possibles du premier confinement

*« Humainement, je suis convaincue qu'on ne devra plus vivre comme on a vécu avant. Quand on voit, sur si peu de temps, comment les choses sont allées aussi mal, on était vraiment dans une société non durable. Et je pense qu'on devrait mettre aussi quelque part un groupe d'experts en réflexion et pas que des experts scientifiques, je parle aussi du monde syndical, et réfléchir à comment demain la société pourrait être plus durable. (...) On avait fort peur de tout ce qui allait être l'implémentation des nouvelles technologies, la numérisation de l'économie. Pour moi, elle est arrivée de façon galopante et tout ce qui va prouver que ça a fonctionné risque de devenir la norme »*¹¹.

« Avec la crise sanitaire, on assiste à de nouvelles dégradations des libertés individuelles : liberté d'aller et venir, liberté de se réunir, liberté de s'associer, de manifester, etc. Ce nouveau contexte n'induit-il pas pour une partie des militants (...) une mutation dans la manière de militer : plus clandestine, risquant davantage la stigmatisation (...) ? »

*« La crise interne d'organisation du travail va changer directement les choses. Comment arriver à convertir l'émotionnel en combats pour l'avenir, en convictions construites ? Comment se prémunir contre les manipulations des médias ? Quelles seront les conséquences psychologiques et sociales [de la crise sanitaire] ? Il va falloir penser autrement : oui mais comment ? Autant de phrases entendues auprès de responsables syndicaux [de la FGTB] »*¹².

Parallèlement au podcast, dix-huit interviews ont été réalisées sur des initiatives nées pendant la crise sanitaire¹³ (par exemple, l'opération Solidarité Culture Liège ou Sortir du bois), mais aussi auprès de personnes engagées dans des structures préexistantes (le Collectif contre les violences familiales et l'exclusion-CVFE, des maisons médicales, des maisons de jeunes, un collectif de femmes sans-papiers ayant cousu des masques, etc.). Au-delà de la région liégeoise, des interviews ont été réalisées principalement auprès du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté et de La Santé en lutte. Depuis, des participantes ont décidé de co-écrire une étude sur les mécanismes de solidarité et de créativité nés de la pandémie.

De l'ensemble de ces interviews émerge une série de questions : *« comment l'ensemble des militants vont-ils poursuivre leur engagement dans ce futur tissé d'interrogations ? Qu'en sera-t-il de leurs actions syndicales, politiques ou autres ? De leurs modes d'action ? Des formes de militantisme ? Que deviendra la militance si elle se réduit à un exercice on line ? Comment les acteurs engagés vont-ils préserver leur liberté de penser, de se positionner et d'agir, notamment dans un contexte de dépendance massive aux médias, à Internet et aux réseaux sociaux ? »*¹⁴.

Enjeux citoyens au cœur des animations

Des méthodes ascendantes de co-construction sont mobilisées dans nos animations pour s'entraîner à exercer ses droits de co-décision et œuvrer ensemble. Des archives papier et des travaux historiques sont utilisés pour alimenter l'intelligence collective, tandis que l'archive orale est considérée comme outil d'expression et de réappropriation de l'histoire sociale, passée et en cours. Si ces archives servent de support à la recherche, elles permettent en effet de donner la parole à des personnes qui laissent peu de traces de leur histoire, comme les migrant.es ou les militant.es qui ne prennent pas nécessairement le soin de conserver les sources de leurs luttes. C'est aussi une façon de faire entendre les voix de ces « invisibles » au sein « d'une histoire collective racontée non plus par « en haut », mais par celles et ceux qui la vivent »¹⁵.

L'IHOES mène une réflexion sur la façon de produire une vie démocratique, en y intégrant des interrogations sur les mutations sociales et leurs transformations dans le temps à partir de documents historiques. Lors des rencontres publiques du projet *Récits de vie*, le dialogue et le débat sur l'évolution des conditions de migration et sur le devenir de nos démocraties interculturelles ont été encouragés. Le projet des collecteur-rices de mémoire permet de « porter dans l'espace public » des témoignages de personnes engagées en faveur de droits politiques, économiques ou culturels pour cheminer vers une réappropriation de l'histoire de l'engagement, et ainsi à notre échelle, contribuer à la régénérescence de nos démocraties. Plus largement, en filigrane de toutes ces activités, figure la volonté de faire prendre conscience au plus grand nombre que la démocratie, la justice sociale, l'égalité, la paix sont l'affaire de toutes et tous, et qu'elles se construisent ensemble. ●

1. Créée le 1er mai 1987, l'asbl existait déjà comme association de fait.
2. Disponibles sur www.ihoes.be/publications/etudes/ et www.ihoes.be/publications/analyses/.
3. Dawinka LAUREYS, « Récits de vie : des migrantes se racontent », cheminement d'un projet interculturel et citoyen (2012-2017) », Analyse de l'IHOES, n° 171, 10 octobre 2017, (en ligne) www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse171.pdf
4. Ces œuvres ont été réalisées dans le cadre d'un partenariat avec l'asbl *Voix de Femmes*.
5. « Engagement, militantisme, militance. Quelques réflexions du groupe des collecteur-rices de mémoire initié par l'IHOES », *Les cahiers de l'éducation permanente*, n° 56, mars 2021, p. 98-113.
6. Engagement, militantisme, militance, op.cit., p. 104.
7. Dawinka LAUREYS et Lionel VANVELTHEM, « Valoriser la source orale : pratiques culturelles et citoyennes », « De la mémoire à l'histoire orale », 27 février 2019, Liège (en ligne) www.memoire-orale.be/index.php?page=base&action=ecouter&ID=128
8. Engagement, militantisme, militance, op.cit.
9. Mené dans le cadre du projet *Archives de quarantaine* de l'AAFB (voir l'article dans ce numéro de *L'Esperluette*, p. 7
10. La FGTB pendant le premier confinement : des permanents syndicaux témoignent (en ligne) <https://soundcloud.com/user-773881364/la-fgtb-pendant-le-premier-confinement-des-permanents-syndicaux-temoignent-episode-1>
11. Témoignage de la secrétaire générale du SETCa Liège-Huy-Waremme.
12. Engagement, militantisme, militance, op.cit., p. 112.
13. Extraits en ligne : www.memoire-orale.be/index.php?page=base&action=lister&liste=thematique&liste_select=36.
14. Engagement, militantisme, militance, op. cit., p. 113.
15. Engagement, militantisme, militance..., op. cit., p. 100.